

Bonnes pratiques

L'évaluation socio-économique des investissements publics

Les appels à la dette publique pour les investissements publics n'ont pas lieu d'être. Il est tout à fait possible de les financer sans recourir à l'emprunt à la condition aussi de les évaluer avec soin.



©Freepik



Mécomptes publics, François Ecalle

De nombreux économistes appellent à une forte hausse des investissements publics et proposent de la financer en accroissant la dette publique ou en annulant la part de celle-ci qui est détenue par la banque centrale.

Il existe des estimations des investissements publics supplémentaires nécessaires pour que la France respecte ses engagements en matière de lutte contre le changement climatique : ils sont de l'ordre de 0,6 point de PIB par an. En revanche, ces appels à augmenter l'investissement public ne reposent sur aucune estimation des besoins dans les autres domaines (nouvelles technologies de l'information etc.).

“Les investissements publics supplémentaires nécessaires pour que la France respecte ses engagements en matière de lutte contre le changement climatique sont

■ de l'ordre de 0,6 point de PIB par an"

Pour apprécier les besoins d'investissement, à défaut d'estimations précises, on peut se référer aux montants investis aujourd'hui dans les autres pays ou en France dans le passé.

L'investissement public (qui comprend les dépenses de recherche et développement) est plus élevé en France en 2019 (4,4 % du PIB avec les subventions d'équipement versées par les administrations) que dans la moyenne des pays de l'Union européenne (3,7 %) ou de la zone euro (3,5 %), et que dans la plupart des grands pays européens. L'investissement public a toutefois nettement diminué en moyenne en Europe sur la dernière décennie, ce qui peut conduire à relativiser ce constat.

Un capital public en France en quantité et de qualité

En France, l'investissement public, brut ou net de la dépréciation du stock de capital, est inférieur d'environ 1,0 point de PIB aux montants maxima enregistrés au cours des 40 dernières années. L'investissement net de la dépréciation du capital a néanmoins toujours été positif (parfois très légèrement) et la valeur des "actifs produits" (hors terrains) par les administrations publiques a toujours augmenté sur cette période en pourcentage du PIB. Dans son rapport de 2019 sur la France, l'OCDE observait qu'elle figurait parmi les premiers pays de l'Organisation pour le montant et la qualité du stock de capital public.

Il ne suffit pas d'augmenter les dépenses d'investissement pour relever le potentiel de croissance ou pour préserver l'environnement. Tous les grands projets d'investissement devraient faire l'objet d'une évaluation socio-économique mesurant leur utilité pour la société en tenant compte de leurs "externalités", par exemple leur impact sur les émissions de gaz carbonique. Or c'est encore trop rarement le cas et, lorsque ces évaluations sont réalisées, les décideurs en tiennent trop peu souvent compte.

■ "Tous les grands projets d'investissement devraient faire l'objet d'une évaluation socio-économique mesurant leur utilité pour la société en tenant compte de leurs "externalités", par exemple leur impact sur les émissions de gaz carbonique. Or c'est encore trop rarement le cas "

Si les besoins annuels supplémentaires d'investissement public, justifiés par leur évaluation socio-économique, représentaient 1,0 % du PIB, ce qui semble être un maximum, il devrait être possible de les financer d'abord en évitant de lancer des projets dont le bénéfice socio-économique est insuffisant, et ensuite en réduisant légèrement les dépenses publiques hors investissement, qui représentaient plus de 50 % du PIB en 2019. Il n'est pas nécessaire d'augmenter la dette publique ou d'en annuler une partie.

Le site www.fipeco.fr développe les analyses de François Ecalle.

A lire également

[Mécomptes publics - la chronique de François Ecalle](#)